

Ca y est, on laisse l'euro et retourne au Franc ! Que va-t-il se passer ?

1) Tout dépend du contexte : retour aux monnaies nationales tous ensemble ou chacun pour soi dans le désordre ? Savamment préparé dans la concertation ou dans l'improvisation et le chaos ? Cela change tout. Tout le monde sera concerné, depuis « la veuve de Carpentras » jusqu'à Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France. Mais à des degrés divers. Trois fléaux sont à éviter dans tout changement monétaire : la pagaille, la panique et la fraude (la spéculation). Comment s'y prendre ?

2) L'affaire va se dérouler en deux temps : l'échange des pièces et des billets sur le plan interne ; puis l'ajustement aux monnaies redevenues étrangères.

3) Pour Mme Michu, rien de plus simple. Elle va porter ses billets en euros à la banque (ou à la Banque de France) et recevoir en échange des pièces et billets en NF (nouveaux francs), une carte bancaire et des carnets de chèques tout neufs, cependant que ses dépôts changeront d'écriture sans qu'elle-même qu'elle s'en aperçoive (sauf au taux de change adopté, probablement 10 NF pour un euro). Elle recevra son salaire (ou sa pension) en NF qu'elle dépensera au marché de même. Et le tour est joué. Sauf si elle va à l'étranger où il lui faudra échanger ses francs aux bureaux de change de la ville ou à la frontière (comme elle le fait déjà pour la Suisse ou l'Angleterre). Ce n'est pas un monde !

4) Pour notre « veuve de Carpentras », épargnante, cela pourrait se passer différemment. Peut-être lui demandera-t-on de ne pas retirer ses dépôts d'un coup, mais en plusieurs fois, avec un plafond. Cela dépendra de la situation pour

éviter une fuite devant la monnaie, caractérisée par des retraits massifs des dépôts en banque en cas, peu probable, de panique

Ma boulangère fera de même, sauf qu'il lui faudra acheter une nouvelle calculette. Les banques vont s'ajuster dans l'instant : c'est leur métier. Peut-être vont-elles même recruter. Elles devront cependant changer leurs billetteries. Le métro et la SNCF aussi. Mais *Artung*. Il faudra instituer dare-dare un certain contrôle des mouvements de capitaux. Sinon les petits malins (et Dieu sait les Français sont malins) s'empresseront vite fait de placer leurs épargnes à l'étranger pour les rapatrier ensuite (ou les laisser) avec un confortable bénéfice, après l'inévitable dévaluation.

5) La vraie différence, et elle est de taille, viendra plus tard. Car il faut s'attendre à une poussée d'inflation (comme pour le passage à l'euro, mais en sens inverse) limitée, on peut l'espérer, à 5 à 10 %. Les commerçants seront trop contents de profiter de l'aubaine pour se refaire une petite santé. Attention aux prix alimentaires. D'autant plus que le retour à un certain contrôle des prix, hautement souhaitable, ne sera guère possible tout de suite, faute de moyens : tout a été démantelé.

Il faut s'attendre à une dévaluation assez forte pour ne pas avoir à refaire trop vite l'opération : disons 20 à 25 %. Mme Michu, grande voyageuse, aura intérêt à passer ses vacances en métropole et non à Las Vegas. Mais il faut prévoir une seconde vague de hausse des prix. Car nous achèterons plus cher nos produits importés mais vendrons moins chers, donc plus facilement, nos exportations. D'où la réduction de notre déficit commercial. Donc plus de croissance et plus d'emplois (surtout pour nos jeunes), mais au prix de plus d'heures de travail moins payées : l'inverse du fameux slogan présidentiel : « travailler plus pour gagner moins ». Que de belles grèves en perspectives.

Évidemment, notre niveau de vie ne peut que se ressentir du retour de l'inflation. Et tant pis pour nos inactifs, titulaires de revenus fixes, fonctionnaires et retraités. Ils paieront pour les autres. Cela leur apprendra.

Yves-Marie Lulan